

Burundi : condamnation la reprise éventuelle d'une guerre

Arrib News, 04/09/2012 – Source Xinhua Les Forces nationales de libération (FNL), ex-mouvement rebelle burundais transformé en une formation politique, ont condamné la déclaration que le général Aloys Nzabampema, ancien commandant des FNL, a faite en affirmant avoir repris les armes pour combattre le régime du président Pierre Nkurunziza. « Aloys Nzabampema est le seul responsable de l'attaque de dimanche dernier et de la déclaration de guerre qu'il a faite et non le parti FNL », a déclaré mardi Aimé Magera, un des responsables des FNL.

Dimanche dernier, une position militaire située à quelque 15 km à l'Ouest de Bujumbura a été attaquée et la population locale a attribué l'attaque aux FNL. La déclaration du général Nzabampema a aussi été condamnée par l'Alliance des démocrates pour le changement (ADC-Ikibiri) dont fait partie le parti FNL. « Le parti FNL reste à part entière membre de l'ADC-Ikibiri qui s'est engagé comme nous sur la voie du combat politique puisque ses dirigeants ont annoncé eux-mêmes qu'ils renonceraient à la lutte armée », a déclaré Léonce Ngendakumana, président du Front pour la Démocratie du Burundi (FRODEBU), qui est la tête de l'ADC-Ikibiri. Le sénateur et l'ancien président de la République Domitien Ndayizeye, membre du FRODEBU, préconise l'ouverture d'un dialogue pour éviter une autre guerre au Burundi. « S'il faut un dialogue, il faut le déclencher pour éviter que les gens ne fassent parler les armes plutôt que de faire parler les opinions. Nous savons que ceux qui sont au pouvoir ont utilisé des armes. En quelque sorte, certains peuvent avoir ce réflexe », propose M. Ndayizeye. La société civile a également réagi à la déclaration du général Aloys Nzabampema, ancien militaire de l'armée burundaise qui s'est par la suite reconverti aux FNL. « Nous sommes étonnés d'entendre aujourd'hui qu'au Burundi il y a des gens qui pensent encore à utiliser les voies de la violence pour faire respecter leurs droits (...). Nous sommes contre ceux-là qui pensent encore à utiliser ces voies pour conquérir le pouvoir », a indiqué Pacifique Nininahazwe, directeur général du Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC). M. Nininahazwe s'est aussi déclaré contre l'utilisation de la violence « pour détourner l'attention sur les questions qui hantent le pays ou pour faire du mal aux autres politiciens ».